

# L'UEL persiste et signe

Il n'est pas dans les usages d'une Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) de manifester dans la rue. L'association patronale ne va pas aux urnes non plus, le 7 juin.

**Tout cela n'empêchait pas les représentants du patronat, l'UEL, de se présenter de façon unie, devant la presse, vendredi.**

*De notre journaliste  
Jean Rhein*

À l'occasion de la présentation du rapport annuel, lors d'une journée de la presse, le président de l'UEL, Michel Wurth, a dressé, vendredi, un bilan des activités, voyant d'un œil assez favorable l'action du gouvernement devant les défis économiques, sociaux et environnementaux.

Michel Wurth a énuméré dans ce contexte les mesures conjoncturelles pour relancer l'activité économique et pour soutenir le marché de l'emploi. L'UEL salue l'accélération des dépenses d'investissements et les allègements de certaines procédures d'autorisation. Sous condition qu'elles aient un effet structurel!

Alors que les représentants salariaux ont par le passé fustigé l'absence d'une position commune, voire représentative, du patronat, l'UEL reprend les positions de ses membres, telles qu'énoncées par la Chambre de commerce, par la Chambre des métiers et par les fédérations professionnelles patronales, pour parler d'une seule voix.

Ils étaient nombreux, hier - au nombre des 15, assistés de cinq conseillères - les représentants des associations ou institutions membres de l'UEL, autour d'une table, pour manifester cette volonté d'union patronale, la veille d'une manifestation syndicale dans la capitale. Le langage du patronat a été «soft», à l'approche des élections. **«Nous ne participons pas en tant qu'organisation aux élections, nous ne pouvons faire valoir nos positions que par les arguments.»**

L'UEL, par la voix de son président, réitère ses propositions face à

la crise. **«Nos propositions sont raisonnables. Au point que nous nous demandons, si elles ont vraiment bien été lues, lorsque nous devons constater à notre regret qu'elles ne sont toujours pas transposées.»** Michel Wurth cite la réforme du système d'indexation, qu'il aimerait limiter à 1,5 fois le salaire social minimum.

## ► **Un credo pour un certain dialogue social**

Le président de l'UEL commente les indicateurs de la compétitivité, telle que l'UEL les compile. Dans les classements portant sur l'indicateur synthétique, «le Luxembourg est en perte de compétitivité», indique-t-il, en se référant aux rangs au Luxembourg (5<sup>e</sup> en 2000, 9<sup>e</sup> en 2007; et 25<sup>e</sup> dans le classement du World Economic Forum). Il relève que l'évolution du coût salarial unitaire (-0,3 %, pour la période de 2000 à

2008) est moins favorable que pour l'Allemagne (-6,5 %), la Belgique (-1,5 %) et la France (-0,9 %).

L'UEL ne bouge pas dans un environnement apolitique. Elle dit «se tenir à la disposition du nouveau gouvernement pour engager les réformes structurelles et pour redevenir le n° 1 en matière de compétitivité.» Michel Wurth explique : **«Réduire les charges administratives, cela devrait être l'affaire du chef.»**

La veille d'une manifestation syndicale, les patronats entendent ne pas envenimer le débat public. Ils apprécient le dialogue, en transparence, **«qui ne se déroule pas nécessairement en présence de la presse.»**

L'UEL publiera prochainement un comparatif des positions contenues dans les programmes électoraux des différents partis. Tout un chacun, et les patrons en premier lieu, pourront s'orienter utilement!

